

# La ruine du Venezuela n'est due ni au «socialisme», ni à la «révolution»

 [alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela/la-ruine-du-venezuela-nest-due-ni-au-socialisme-ni-a-la-revolution.html](http://alencontre.org/ameriques/amelat/venezuela/la-ruine-du-venezuela-nest-due-ni-au-socialisme-ni-a-la-revolution.html)

**Par Manuel Sutherland** 8 mai 2018

Pour peu de gens, c'est un secret que le Venezuela souffre de la crise la plus profonde de son histoire. Pour la quatrième année consécutive, le pays connaîtra l'inflation la plus élevée au monde (estimée à environ 2616% pour 2017) [1]. En janvier 2018, l'inflation a atteint 95% et l'inflation annualisée était de 4520% (5605% dans l'alimentation, selon la firme Econométrica)[2]. De cette façon, le pays a plongé dans l'hyperinflation et la population assiste avec stupeur à l'envolée quotidienne des prix.

Le Venezuela fait face également à un déficit budgétaire à deux chiffres (au moins pour la sixième année consécutive); le risque pays [qui détermine les taux d'intérêt pour les emprunts] est le plus élevé au monde; les réserves internationales se situent au niveau le plus bas depuis ces 20 dernières années (moins de 9,3 milliards de dollars); une énorme pénurie de biens et services essentiels (nourriture et médicaments) sévit. La valeur du dollar parallèle (qui sert à fixer la quasi-totalité des prix dans l'économie) a augmenté de plus de 2500% en 2017, ce qui a complètement désintégré le pouvoir d'achat de la population [3]. Dans ce malheureux scénario, le Venezuela est le meilleur «argument» pour les tenants de la droite la plus rétrograde. Dans n'importe quel environnement médiatique, ils profitent de la situation pour effrayer leurs compatriotes avec des questions telles que: «Voulez-vous du socialisme?»; «Va au Venezuela et regarde la misère!»; «Des envies de changement? Regarde comment une autre révolution détruit un pays prospère!». Des analystes peu sérieux affirment que les politiques socialistes ont ruiné le pays et que la solution est un renversement ultralibéral de la révolution.

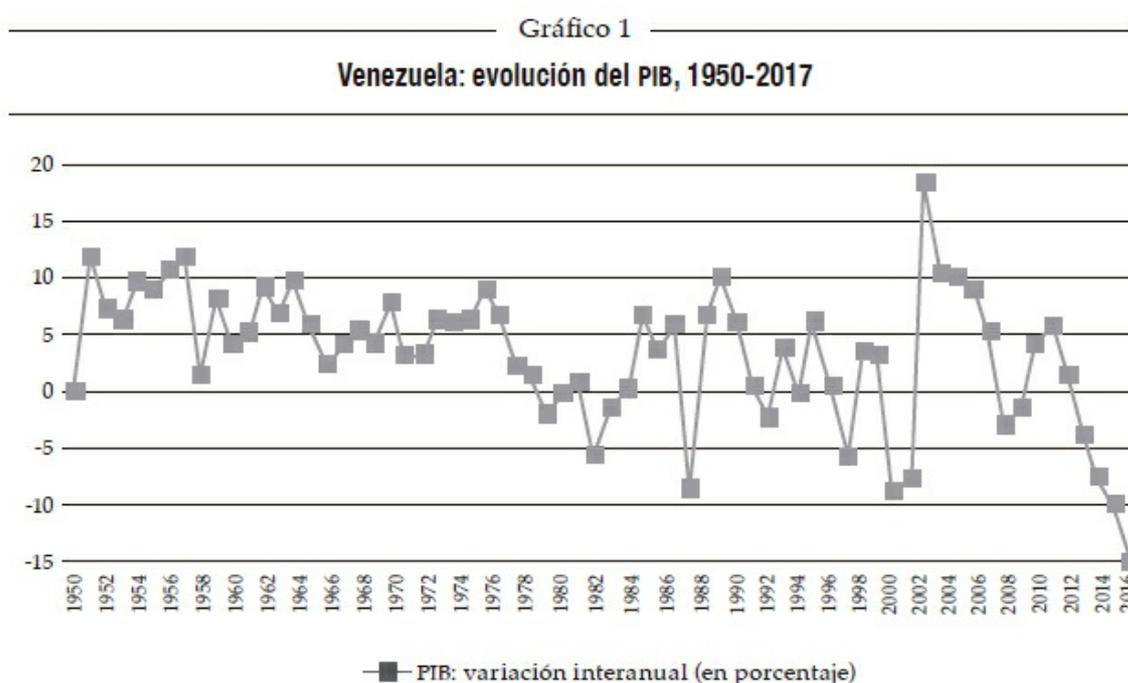
Dans cette optique, nous voudrions montrer que la politique économique bolivarienne est loin d'être «socialiste» ou même «*desarrollista – développementiste*». Ce qui ressort de manière claire dans le processus de désindustrialisation sévère en faveur d'une caste importatrice-financière qui, avec un discours enhardi et un clientélisme populaire vigoureux, a accéléré drastiquement la phase dépressive du cycle économique capitaliste d'un processus national d'accumulation du capital qui prend appui sur l'appropriation des revenus des hydrocarbures.

## **Le cycle économique et le boom des matières premières**

Le cycle économique au Venezuela peut être observé sous sa forme la plus immédiate: les variations annuelles du PIB. Le graphique 1 montre de fortes variations du rythme de la croissance économique, avec de forts cycles d'expansion et de ralentissement qui déterminent l'extrême volatilité de la production, ce qui reflète à son tour la forte variabilité des prix du pétrole. L'«or noir» constitue environ 95% des exportations pendant les années

de boom (par exemple en 2012) et environ 65% pendant les années où les prix du pétrole sont «bas» (1998) [4], c'est-à-dire lorsque la rente pétrolière est plus réduite et que les hydrocarbures offrent un profit similaire à celui d'une production industrielle «normale».

Le graphique 1 montre également que les cycles de récession de l'économie commencent à se succéder à partir des années 1980. Les premières années de cette période ont montré la forte influence de la dite «crise de la dette» qui a noyé de nombreux pays et s'est traduite par un fort déclin de l'indice des prix des produits de base. Lors de la première année de l'ère bolivarienne, le PIB a affiché une forte baisse attribuée au faible prix du pétrole (autour de 9 dollars le baril) et, peut-être, à l'incertitude provoquée par l'arrivée d'un nouveau gouvernement qui promettait de grands changements. Par la suite, les prix modérés du pétrole s'entremêlent avec un coup d'Etat qui renverse le président Hugo Chávez pendant près de deux jours, le 11 avril 2002. Le coup d'Etat s'est accompagné d'une grève massive des patrons à laquelle presque tous les hommes d'affaires locaux ont adhéré. Le PIB exceptionnellement bas de 2003 était davantage dû à des facteurs extra-économiques (c'est-à-dire politiques) qu'à des raisons économiques. Cela s'est traduit par un bond considérable de la croissance en 2004 (18%), qui semblait plutôt être un rebond de l'économie.



Le graphique 1 montre également que l'économie a connu des taux de croissance très élevés entre 2005-2008 (environ 8%, en glissement annuel), sous l'impulsion d'un fabuleux boom des recettes pétrolières qui a multiplié par plus de trois les recettes d'exportation. L'«âge d'or» économique a coïncidé avec l'époque où le mouvement politique bolivarien était plus agressif. Il a commencé à parler du «socialisme du XXIe siècle» (2005). Il a lancé des plans d'intégration commerciale (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, l'Alba) et a entamé un processus de nationalisation de certaines grandes entreprises industrielles et de services, dans des domaines tels que le ciment, l'acier, les télécommunications, la banque et l'exploitation minière. Mais la chute brutale des prix du pétrole à la fin de 2008 et tout au long de 2009, qui traduisait les chocs de la crise mondiale de 2007-2008, a fortement freiné les ambitions politiques plus soutenues. En

2011, la trajectoire de croissance économique se redresse à la suite d'une nouvelle hausse des prix du pétrole, passant de 35\$ le baril (2009) à 120\$ le baril entre 2011 et 2013. Mais en 2014-2015, le prix du pétrole commence à baisser. Seul le rythme annuel croissant des dépenses publiques et l'hypertrophie des importations font que les prix du pétrole sont cinq ou six fois plus élevés que ceux observés au début des années 2000. Au cours des dernières années, la contraction des importations et la baisse de l'offre de biens et de services ont commencé. Les résultats d'un processus de désindustrialisation sont devenus visibles, suite à des importations qui – en faveur de fervents importateurs – sont subventionnées (avec la surévaluation du taux de change) à 99,9% pour des biens tels que le lait liquide, le ciment ou l'essence, en plus des travailleurs (chinois) pour construire des maisons.

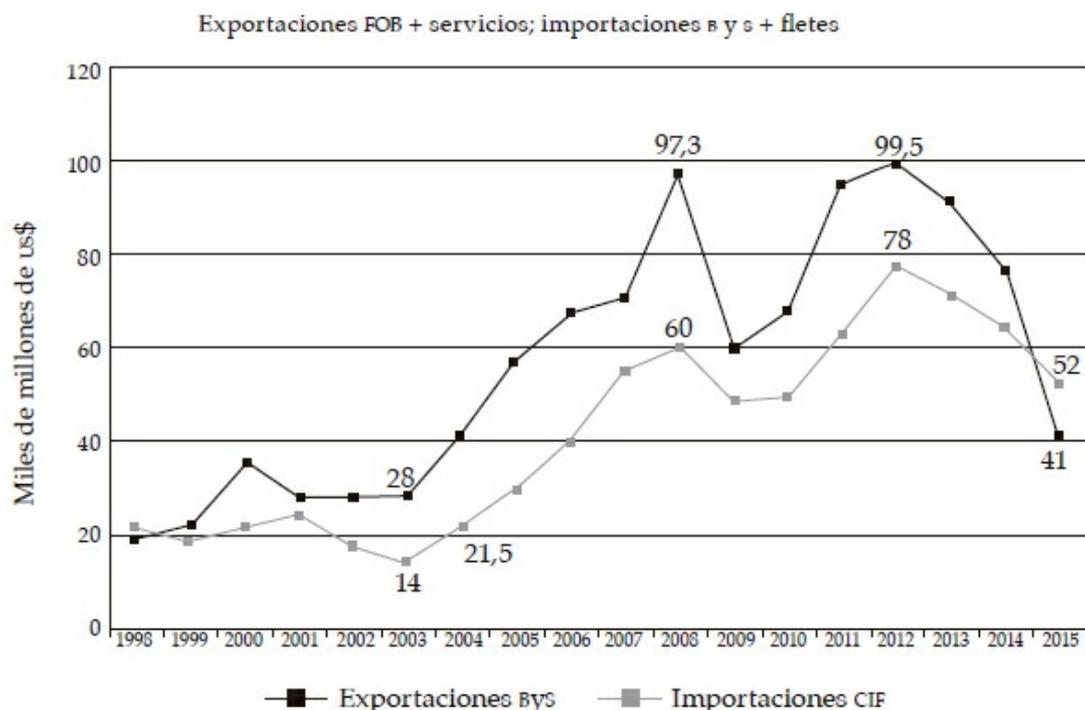
Le gonflement de la rente a duré exceptionnellement longtemps et a aggravé les maux causés par les soudaines flambées de revenus pétroliers. L'industrie et l'agriculture se sont contractées sous l'impact d'un taux de change largement surévalué [5]. Dès lors, les importations sont extrêmement bon marché et tout effort de production industrielle ou agricole est découragé. Cette politique n'a rien à voir ni avec le «socialisme réel», ni avec le développement des forces productives préconisé par Karl Marx. L'Etat et les hommes d'affaires ont plongé dans le bain de l'exportation des revenus pétroliers conjointement à des importations multipliées et fortement subventionnées. Il s'ensuit une fuite des capitaux qui a grimpé en flèche, avec un endettement extérieur marqué par des taux d'intérêt élevés (ce qui aboutira à exporter la rente à venir).

### **Comment la rente pétrolière s'est liquéfiée en importations**

La pénurie de biens de base était aussi le résultat d'une vigoureuse exportation de capitaux qui a contracté la capacité d'investissements productifs, sous l'impact d'une surévaluation de la monnaie. Cette politique monétaire n'est rien de plus qu'un transfert incroyable des revenus pétroliers de l'Etat «socialiste» en direction des importateurs, qui reçoivent beaucoup plus de dollars qu'ils ne devraient obtenir pour les bolivars qu'ils échangent. Cela signifie que chaque fois que le gouvernement vendait pour 10 dollars [contre bolivars], il leur donnait (au moins) 9,50 dollars. Ce transfert lucratif de revenus au secteur privé est l'opération la plus onéreuse et la plus préjudiciable pour la nation que l'on puisse imaginer. Pire encore, les marchandises censées être achetées avec ce dollar «cadeau» ont donné lieu, en grande partie, à des fraudes massives, car la plupart d'entre elles ne sont jamais entrées dans le pays.

Le graphique 2 montre plus en détail que l'énorme boom des exportations du Venezuela, facilité par la multiplication par plus de dix du prix du pétrole, s'est accompagné d'un boom vorace des importations. Les importations, qui en 2003 étaient à peine proches de 14 milliards de dollars (valeur CAF: coût, assurance, fret), ont atteint 80 milliards de dollars en 2012 [6]. Et bien que 70% de ces importations fussent censées être orientées vers l'investissement productif, cela ne s'est pas traduit par une augmentation correspondante de la production. L'augmentation de 457% des importations (valeur CAF) pour la période 2003-2012 reflète le fait que le rythme des importations a été clairement exagéré et sans perspective de restrictions face à un éventuel déclin du cycle économique résultant d'une baisse attendue des prix du pétrole. En fait, l'augmentation des exportations pour la même période a été de 257%, soit beaucoup moins que l'augmentation des importations.

## Exportaciones (FOB) e importaciones (CIF) anuales, 1998-2015



Si l'on examine les termes de l'échange appliqués aux exportations non pétrolières vénézuéliennes, on constate que le prix payé pour chaque kilogramme de marchandise exporté n'a augmenté que de 11% (1998-2014), ce qui ne justifie pas une hausse aussi forte des prix à l'importation [7]. Loin de favoriser l'industrie nationale – étatique ou privée – le gouvernement s'est tourné vers la solution consistant à fournir une réponse à divers besoins par le biais d'importations massives. Par exemple, le secteur public a augmenté ses importations de 1033% entre 2003 et 2013, avec des augmentations annuelles allant jusqu'à 51% (2007), au lieu d'investir dans la création de ses propres entreprises.

### Fraude à l'importation

Les importations frauduleuses constituent une part importante de l'exportation des recettes pétrolières. Dans une autre contribution, nous avons expliqué ce mécanisme [8]. Nous ne donnerons ici qu'un résumé centré sur un domaine essentiel: la viande. L'augmentation des importations (valeur FOB: free of bord, soit «franco de port») de viande entre 2003 (début du contrôle des changes) et 2013 a été de 17'810%. Oui, plus de 17'000%! La «chose incroyable» est que la consommation nationale moyenne de viande a diminué de 22% durant la même période, comme nous l'expliquons dans un document que nous avons consacré exclusivement à l'importation de produits carnés [9]. D'une importation annuelle à hauteur de seulement 10 millions de dollars, on est passé à des importations à hauteur de 1,7 milliard. Sans compter que la viande n'est pas régulièrement disponible dans les supermarchés depuis des mois [10]. De plus, on constate qu'entre 1998 et 2013, l'augmentation des importations (valeur FOB) d'animaux vivants a été de 2280%. Pour la même année, la valeur FOB des exportations d'animaux vivants a chuté de 99,78% (seulement 4300 \$) [11].

Sont fameuses les dénonciations d'importations de «fabuleuses» tondeuses à gazon à 12'000\$ et d'engins d'une valeur de 2 millions de dollars pour «le traitement des poulets». Lorsque la police des douanes a vérifié le conteneur, elle n'a trouvé que des outils rouillés [12]. La société de conseil réputée Ecoanalítica a estimé qu'entre 2003 et 2012, 69,5 milliards de dollars ont été volés par le biais d'importations frauduleuses. Les exportateurs de la zone franche panaméenne ont «facturé» pour 1,4 milliard de dollars d'expéditions vers le Venezuela. Toutefois, les responsables panaméens affirment que, sur ce montant, 937 millions de dollars relevaient de la fraude: les entreprises facturaient des produits inexistantes. Dans un autre cas, documenté, une entreprise qui importait de l'équipement agricole a déclaré le coût d'une décortiqueuse d'épis de maïs à 477'750 \$, alors que son prix réel est de 2900 \$ [13].

### **Synthétiser des politiques économiques (encore plus) éloignées du «socialisme»**

Très brièvement, on pourrait dire ceci:

**1.-** Les nationalisations ont généralement été des affaires rentables pour la bourgeoisie locale. Dans la grande majorité des cas, le prix payé a été beaucoup trop élevé pour des entreprises techniquement obsolètes. Un exemple significatif est la nationalisation de la Banco de Venezuela: pour 51% des actions achetées, l'Etat a payé 1,05 milliard de dollars, bien que la banque eût été acquise par le Grupo Santander (93% de l'ensemble des actions) pour moins de 300 millions de dollars.

**2.-** La «réforme fiscale», si nécessaire, est toujours en suspens. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), les pays qui ont enregistré les plus fortes augmentations de leurs recettes fiscales moyennes par rapport au PIB depuis 1990 ont été la Bolivie (20,6 points de pourcentage) et l'Argentine (18,8), tandis que le Venezuela a enregistré une baisse de 4,5 points de pourcentage [14].



**3.-** Moins «socialiste» a été la fragmentation du capital en des douzaines d'institutions financières sous-capitalisées et remarquablement inefficaces. La fragmentation de la banque d'Etat s'est accompagnée d'une politique de crédit à bon marché, qui ne répond pas à l'idée délirante de la «guerre économique». Nous disons cela parce que si le gouvernement prétend que les entrepreneurs sabotent l'économie en produisant moins, en vendant cher et en dissimulant leurs produits, il est absurde et contradictoire pour le gouvernement de financer ces entrepreneurs avec des millions de crédits à des taux d'intérêt négatif. Comment justifier un don généreux à ceux qui sont censés faire la «guerre économique»?

Les exemples de tels «cadeaux» (en plus du taux de change préférentiel) sont nombreux. Récemment, le vice-président Tareck El Aissami [à ce poste depuis janvier 2017] a expliqué: «L'objectif est d'injecter en direction du secteur privé 10 billions de bolivars de prêts au cours du premier semestre 2018, ce qui représentera près d'un tiers du budget national-» [15] Ils prêtent aussi des dollars à la bourgeoisie: par exemple, la société Nestlé a reçu un prêt de 9 millions de dollars et Ron Santa Teresa [rhum], 4 millions de dollars [16]. Récemment, à la clôture de l'Expo Venezuela Potencia, le président Maduro a approuvé un autre prêt de 25 millions de dollars à différentes entreprises vénézuéliennes.

4.- Le PIB industriel a enregistré une augmentation notable (2004-2008), puis a diminué à des niveaux inférieurs à ceux de 1997, une situation inquiétante qui pourrait être considérée comme paradoxale à première vue, puisque dans les années de forte croissance (2004-2008), les importations de machines et équipements industriels (formation brute de capital fixe) ont été multipliées par cinq. Un processus massif et à grande échelle d'industrialisation sous impulsion de l'Etat est à la base de tout gouvernement qui se prétend «desarrolliste» ou «socialiste»; mais au Venezuela, c'est le contraire qui s'est produit.

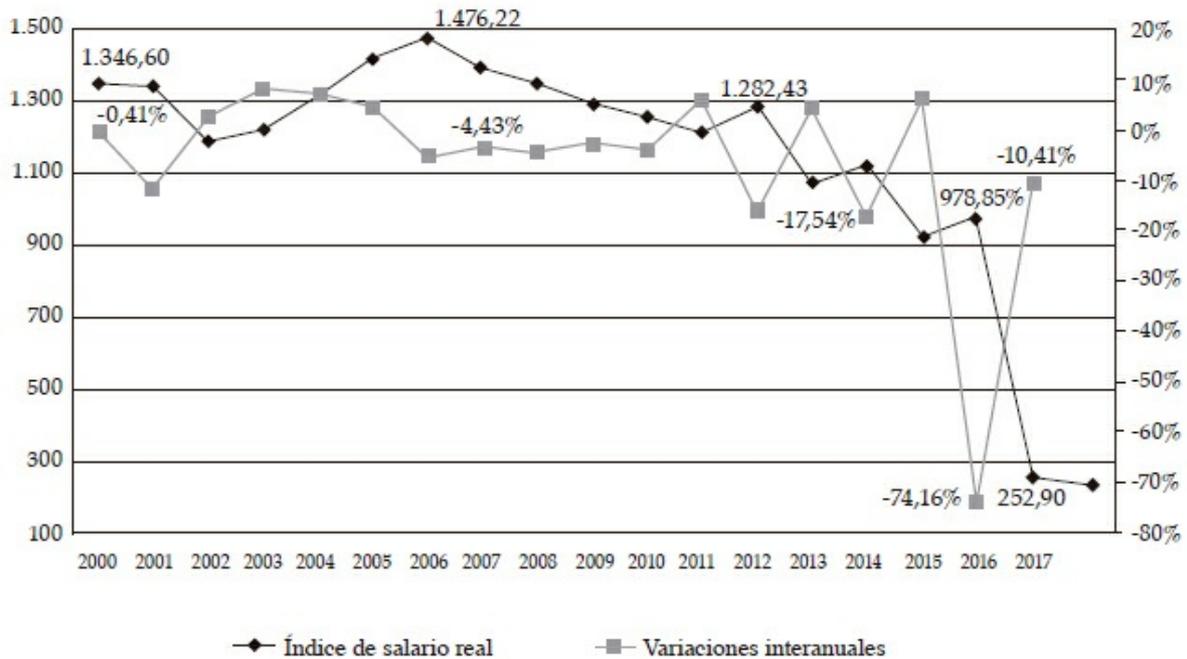
Bon nombre des séries de données officielles disponibles sur la production industrielle physique (en date de février 2018) se terminent en 2011. Si vous regardez les chiffres récents de la production automobile, vous pouvez constater que la baisse a été extraordinaire. Entre 2007 et 2015, cette production a chuté de 89%; le nombre de véhicules, pour 2015, est presque aussi bas que le record de 1962, c'est-à-dire lorsque l'industrie automobile est née officiellement et que 10'000 véhicules ont été assemblés. Depuis 2007, année où 172'418 véhicules ont été assemblés, l'industrie automobile s'est effondrée: en 2015, elle s'est contractée à son pire niveau en 53 ans. Seul 18'300 unités ont été assemblées [17]. Depuis lors, l'industrie automobile est dans une spirale descendante. Selon les données de la Chambre vénézuélienne de l'automobile et de la Fédération vénézuélienne des pièces détachées pour l'automobile, l'assemblage des véhicules est tombé à 2694 unités, soit 83% de moins qu'au cours des 11 mêmes mois de 2015 [18].

### **Salaires, appauvrissement et perspectives d'avenir**

Dans un bref résumé, on a vu qu'il ne s'agit pas de l'échec de mesures économiques qui émaneraient des textes de Marx ou de la Révolution russe! A partir de certains éléments spécifiques, on a observé que la politique économique bolivarienne n'a rien à voir avec un changement révolutionnaire anticapitaliste ou avec une métamorphose des relations sociales de production. Le processus bolivarien a plutôt été une variante des politiques économiques dérivées dudit «rentisme pétrolier» qui avait déjà été expérimenté lors du premier gouvernement de Carlos Andrés Pérez (1974-1979). La composante idéologique et certains discours anti-impérialistes et anti-entrepreneuriaux trompent la plupart des analystes qui étudient les discours des présidents et non leurs politiques spécifiques.

Bien que le gouvernement bolivarien ait augmenté les dépenses sociales, nationalisé les entreprises, développé des politiques de transferts directs aux plus pauvres et accordé d'énormes subventions dans les services publics, la centralité de sa politique économique n'était rien d'autre que la poursuite de l'appropriation et du gaspillage des revenus pétroliers, avec l'aggravation de la consolidation de politiques de «contrôle» qui n'ont fait qu'accélérer les processus de destruction de l'agriculture, de l'industrie et du commerce en faveur de l'enrichissement du capital importateur-financier et de l'engraissement d'une caste militaro-bureaucratique hyper-corrumpue qui pille la nation, jusqu'à l'appauvrir à des niveaux jamais vus auparavant sous ces latitudes.

**Caída en remuneración obrera (salario real más bono de alimentación CT),  
2006-2017**



Le dernier graphique présenté révèle le résultat direct de la politique de pillage des revenus résultant de la surévaluation de la monnaie et de l'émission inorganique de monnaie (le gouvernement a augmenté la base monétaire de plus de 2'500'000% entre 1999 et 2018), cela comme une politique fonctionnelle pour soutenir les dépenses publiques utilisées de manière clientélaire et anarchique.

Le graphique 3 montre la baisse de 83% du salaire mensuel minimum (salaire plus timbre alimentaire) perçu par la classe ouvrière entre 2006 et 2017. La gauche mondiale n'a pas à taire ses critiques ou à se lancer dans des défenses farfelues et ataviques dans le but de «ne pas imiter la droite» lors d'une analyse rigoureuse du processus national d'accumulation du capital au Venezuela. La gauche doit critiquer les «progressistes» avec la même sagacité et la même perspicacité qu'elle applique aux régimes ouvertement anti-travailleurs et de droite. Elle ne doit pas ignorer la centralité des problèmes qui se posent dans ces pays, mais doit collaborer sans hésitation avec des propositions adéquates, ce qui implique des analyses objectives et des critiques fondées sur des connaissances dialectiques, et non pas avec des catalinaires [discours de Cicéron contre Catalina]. Si le Titanic a coulé, nous ne devons pas nier le fait concret du naufrage au nom de la solidarité et de l'anti-impérialisme. (Article publié le 27 avril 2018 dans la revue *Nueva Sociedad*, mars-avril 2018; traduction A l'Encontre)

**Manuel Sutherland** est économiste. Directeur du Centro de Investigación y Formación Obrera (CIFO) du Venezuela.

1. «AN: Inflación acumulada de 2017 cerró en 2.616%» en *El Nacional*, 8/1/2018.
2. Andreína Vargas: «Econometría: la inflación de enero alcanzó el 95,3%» en *El Tiempo*, 1/2/2018.
3. M. Sutherland: «El desastre monetario en Venezuela, billetes de Bs. 100, inflación y una alternativa» en *Alemcifo*, 22/2/2017.
4. Información estadística, Banco Central de Venezuela (bcv), disponible en [www.bcv.org.ve/c2/indicadores.asp](http://www.bcv.org.ve/c2/indicadores.asp).
5. Juan Kornbliht: «El creciente peso del Estado en el comercio exterior venezolano como expresión de la contracción de la renta petrolera y la agudización de la disputa por la misma», ceics, 2015, inédito; M. Sutherland: «Venezuela sin fondo... y sin alternativas» en *Nueva Sociedad* edición digital, 2/2017, disponible en [www.nuso.org](http://www.nuso.org).
6. Comercio exterior, Instituto Nacional de Estadísticas (INE), 2014.
7. *Ibíd.*
8. M. Sutherland: «La enorme escasez de medicinas y la gran estafa en su importación: Farmafraude» en *Aporrea*, 11/3/2015.
9. M. Sutherland: «Aumento del 21.693,21% en la importación de carne, caída del consumo y escasez de la misma» en *Aporrea*, 28/8/2014.
10. Martha Mejías: «Advierten escasez de carne consecuencia de los bajos precios que fijó la Sundde» en *El Venezolano News*, 22/2/2015.
11. M. Sutherland: «Aumento del 21.693,21% en la importación de carne, caída del consumo y escasez de la misma», CIT.
12. William Newman y Patricia Torres: «Importadores malversan millones en Venezuela y hundieron la economía» en *The New York Times*, 6/5/2015.
13. *Ibíd.*
14. Rocío Montes: «La presión fiscal en América Latina sigue lejos de la media de la ocd» en *El País*, 10/3/2015.
15. «(Video) Empresarios reciben hoy de manos del gobierno 3,7 billones de bolívares en crédito» en *Punto de Corte*, <http://puntodecorte.com/empresarios-reciben-37-billones-en-credito/>.
16. «Estas son las nuevas empresas que recibieron millonarios créditos del Gobierno» en *Notitotal*, 23/3/2017.
17. Kon Zapata y Roberto Deniz: «La industria automotriz de Venezuela retrocede a cotas de 1962» en *América Económica*, 26/1/2016.
18. Favenpa: «Boletín Estadístico No 57/2016. Resumen de ventas de vehículos. Octubre 2016», 8/11/2016.